

Macro Dev

Macroéconomie
et développement

JUILLET 2024 | N° 58

Mozambique — Mener à bien la transformation du modèle de développement

Auteur
Alix Vigato

 **ÉDITIONS
AFD**
AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT

Sommaire

Résumé p. 3

1. Malgré trente années de forte croissance économique, le Mozambique demeure l'un des pays les plus pauvres de la planète p. 4

2. Entre volontarisme réformateur, retour des bailleurs et perspectives gazières, la séquence macroéconomique en cours est positive p. 6

3. Sur un chemin de crête, l'enjeu de la transformation du modèle de développement mozambicain p. 8

Références bibliographiques p. 10

Liste des graphiques p. 10

Liste des sigles et abréviations p. 11

Mozambique — Mener à bien la transformation du modèle de développement

Alix Vigato — vigatoa@afd.fr

Date de fin de rédaction : 01/07/2024

Résumé : Pays d'Afrique australe s'étirant sur 2800 km le long de l'océan Indien, le Mozambique est le cinquième État le plus pauvre de la planète et présente des indicateurs de développement humain alarmants. En dépit d'une croissance économique robuste depuis une trentaine d'années, celle-ci est avant tout tirée par l'exploitation de matières premières pas ou peu transformées localement, d'où un modèle de développement extractiviste et fortement inégalitaire. État fragile marqué par des décennies d'affrontements et les scandales de corruption, le Mozambique apparaît, en outre, comme l'un des pays les plus exposés au changement climatique au monde.

La séquence en cours est toutefois positive. Les autorités ont conclu en mai 2022 un programme de financement avec le Fonds monétaire international (FMI) actant le retour des bailleurs après six années d'absence. Dans ce cadre, le Mozambique bénéficie d'un afflux de financements externes et d'ambitieuses réformes budgétaires sont menées, avec de premiers résultats tangibles. Surtout, l'exploitation d'immenses gisements gaziers pourrait permettre un réel décollage économique à moyen terme, le pays détenant potentiellement les dixièmes réserves mondiales de gaz naturel au large de la province de Cabo Delgado dans l'extrême Nord. Bien que menacés et retardés par la récurrence des attaques islamistes dans la région, ces mégaprojets gaziers induiraient des retombées totales de l'ordre de 300 Mds USD d'ici 2050 selon la Banque mondiale, soit près de 15 fois le PIB actuel.

L'arrivée d'une immense manne gazière constitue une opportunité historique pour l'économie mozambicaine, à même de la faire changer de dimension. Si elle a fait naître de fortes attentes au sein de la population, la voie vers un développement socioéconomique harmonieux apparaît toutefois encore semée d'embûches. Alors que des élections générales se profilent à l'automne 2024, tout l'enjeu pour le président élu sera de mener à bien la transformation du modèle de développement du pays.

Thématique : **Macroéconomie**

Géographie : **Mozambique**

1. Malgré trente années de forte croissance économique, le Mozambique demeure l'un des pays les plus pauvres de la planète

Le Mozambique est l'une des économies les plus dynamiques au monde depuis une trentaine d'années, ayant affiché une croissance économique de 6,6 % en moyenne entre 1992 (fin de la guerre civile) et 2023. Il s'agit de la huitième performance mondiale sur la période, et seules la Guinée équatoriale et l'Éthiopie ont fait mieux en Afrique subsaharienne (respectivement 14,1 % et 7,9 %). Pour autant, ces bons résultats macroéconomiques tranchent avec la lente progression des indicateurs de développement humain du pays. Avec un PIB par tête qui reste inférieur à 1 500 USD en parité de pouvoir d'achat en 2022 (soit 647 USD courants), **le Mozambique est le cinquième État le plus**

pauvre de la planète, n'étant devancé que par le Burundi, la Centrafrique, la République démocratique du Congo et la Somalie. Il figure logiquement dans la liste des pays les moins avancés (PMA) et des pays à faible revenu (PFR) et se classe 185^e sur 191 pays à l'Indice de développement humain de l'ONU (IDH). En outre, les trois quarts de la population vivent en situation d'extrême pauvreté (seuil à 2,15 USD PPA), et les progrès enregistrés en matière d'alphabétisation (60 %), d'espérance de vie (59 ans), d'accès à l'électricité (31 %) et de prévalence du VIH (12 % des adultes) apparaissent insuffisants – voire nuls – sur longue période.

Tableau 1 – Indicateurs de développement humain mozambicains

	Années				Δ 2000-2022	
	1990	2000	2010	2022*	Absolue	Relative
PIB par habitant (USD constant, PPA)	461	621	1044	1251	+630	+101 %
Indice de développement humain	0,28	0,30	0,41	0,46	+0,16	+53 %
Taux d'extrême pauvreté (% , 2,15 USD 2017 PPA)	/	83	71	76	-7	-8 %
Taux d'alphabétisation (%)	27	39	51	60	+21	+54 %
Espérance de vie (années)	42	49	54	59	+10	+20 %
Taux de mortalité infantile (‰)	179	112	71	51	-61	-54 %
Taux d'accès à l'électricité (%)	/	6	19	31	+25	+408 %
Taux de prévalence du VIH (% , 15-49 ans)	/	9	12	12	+3	+35 %

*2022 ou dernière donnée disponible

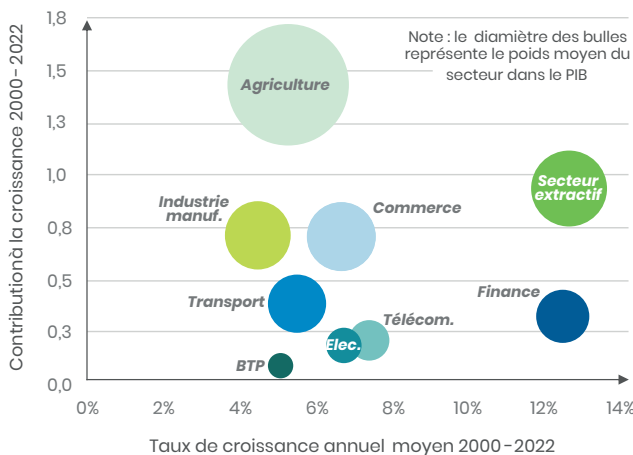
Sources : Banque mondiale, ONU, calculs AFD

Ce paradoxe entre croissance économique robuste et indicateurs de développement humain dégradés est essentiellement imputable à la nature du modèle de développement mozambicain. Comme l'atteste l'orientation de ses infrastructures selon un axe est-ouest – afin, historiquement, d'exporter sous forme brute les ressources du pays et des États enclavés voisins vers l'océan Indien –, **l'économie s'appuie avant tout sur l'exploitation de matières premières pas ou peu transformées localement.**

L'agriculture (avant tout de subsistance), le secteur extractif (charbon, rubis, graphite, titane, zirconium) et la production d'aluminium constituent ainsi les principaux moteurs de la croissance. Extractiviste, ce modèle est à la fois tourné vers l'extérieur (ouverture commerciale supérieure à 100 % du PIB depuis une dizaine d'années) et financé par l'extérieur (flux d'IDE entrants de 24 % du PIB en moyenne 2010-2022, la troisième performance mondiale sur la période).

Peu inclusif et oligopolistique, ce modèle induit une redistribution limitée des fruits de la croissance : avec un indice de Gini de 50 en 2019, **le Mozambique est le dixième pays le plus inégalitaire au monde** (moyenne de 41 en Afrique subsaharienne, Banque mondiale). L'extraction de matières premières pas ou peu transformées localement avant exportation induit également une très faible création d'emplois, d'où un secteur informel omniprésent, absorbant 95 % des travailleurs. Ces inégalités apparaissent largement régionalisées. Historiquement, les pôles d'activité se sont avant tout structurés autour des villes côtières et le long des corridors d'exportation. Dans un pays s'étirant sur 2800 km de long et disposant de peu de voies de communication nord-sud, la prééminence de quelques villes côtières (dont la capitale Maputo, à l'extrême Sud) a conduit à marginaliser de vastes pans du territoire, en particulier les provinces intérieures et septentrionales.

Graphique 1 – L'agriculture et le secteur extractif sont les principaux moteurs de l'activité



Sources : INE, calculs AFD

Ces lents progrès socioéconomiques sont également imputables à une gouvernance dégradée. **Marquée par des décennies d'affrontements, l'action publique est entachée d'accusations de fraude électorale et de retentissantes affaires de corruption** (« scandale des dettes cachées » en 2016 en particulier^[1]) qui pèsent sur la confiance des citoyens dans l'État et l'administration, sur l'efficacité des politiques macroéconomiques et sur la qualité des services publics. Cinq des six indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale positionnent ainsi le pays dans le dernier quartile mondial : stabilité politique (11^e centile), respect de l'État de droit (16^e), corruption (22^e), qualité de la régulation (23^e) et efficacité de la gouvernance (25^e, WGI). En outre, le Mozambique se classe 145^e sur 180 pays à l'Indice de perception de la corruption de Transparency international.

Enfin, la forte exposition du Mozambique aux catastrophes naturelles doit être signalée comme un frein majeur à son développement. Comme l'illustrent les dégâts causés par le cyclone Freddy début 2023, la Banque mondiale estime que les tempêtes et inondations ont affecté un total de respectivement 8,8 et 6,2 millions de personnes depuis quarante ans. Près de la moitié de la population est également affectée par des épisodes de sécheresse et, plus globalement, par des périodes prolongées de difficultés d'accès à l'eau chaque année. *In fine*, le coût des dommages liés aux catastrophes naturelles est estimé à 5 points de PIB en moyenne, avec une forte variabilité (11,3 points en 2019). Dès lors, **le Mozambique serait le quatrième pays ayant connu le plus de dégâts humains et matériels du fait d'événements climatiques extrêmes en 2000-2019**, seulement devancé par la Birmanie, Haïti et les Philippines (proportionnellement à sa population et son PIB, German Watch).

[1] En 2013-2014, 2,2 Mds USD d'emprunts (12 % du PIB) ont été souscrits par trois entreprises publiques afin d'acquérir une flotte de pêche au thon et des équipements maritimes. Ces emprunts ont bénéficié d'une garantie souveraine sans approbation du Parlement et sans en informer au préalable les bailleurs (ce alors que le pays bénéficiait d'un programme FMI), et une large part aurait été détournée. La révélation de ce « scandale des dettes cachées » en 2016 a largement terni l'image du Mozambique à l'international et conduit à l'interruption de l'appui budgétaire des bailleurs et à un repli des investissements étrangers, plongeant le pays dans la crise économique.

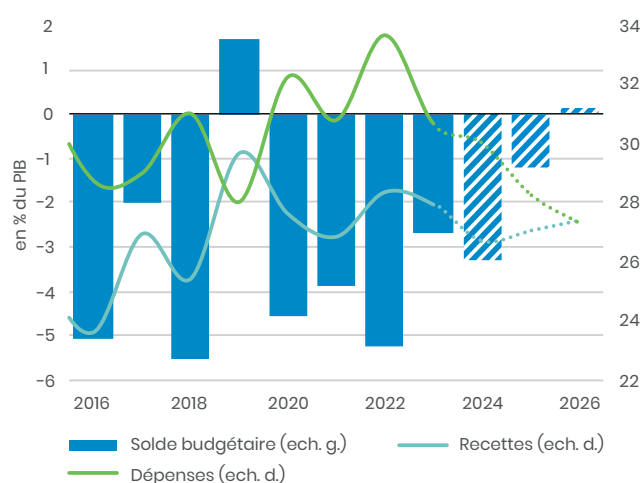
2. Entre volontarisme réformateur, retour des bailleurs et perspectives gazières, la séquence macroéconomique en cours est positive

Les finances publiques constituent l'un des principaux points faibles de l'économie mozambicaine. Le budget apparaît plombé par une masse salariale de la fonction publique croissante (absorbant deux tiers des recettes), l'omniprésence du secteur informel, le poids des dépenses de sécurité, les défaillances dans la gestion de la trésorerie (récurrence des arriérés), les diverses exemptions fiscales accordées, la corruption et, plus globalement, une très forte opacité. L'éclatement du « scandale des dettes cachées » en 2016 n'a fait qu'accentuer les déséquilibres préexistants : alors que le pays s'appuyait essentiellement sur des flux de dette concessionnelle, l'arrêt du soutien budgétaire des bailleurs a contraint les autorités à recourir à d'onéreux financements alternatifs (banques locales, marchés internationaux), d'où une envolée de la charge de la dette.

D'importants efforts de consolidation sont toutefois entrepris depuis 2022, parmi lesquelles une ambitieuse réforme de la fonction publique^[2], la réintroduction du mécanisme d'ajustement des prix des carburants^[3] et la suppression d'une série d'exemptions de TVA. À court et moyen terme, la marche des réformes devrait se poursuivre avec de nouvelles mesures visant à réduire la masse salariale de la fonction publique (théoriquement portée à 10 % du PIB en 2028, -7 points par rapport à 2022)^[4], moderniser le cadre de gestion de la trésorerie et renforcer la supervision des entreprises publiques. Ces réformes sont à mettre en lien avec **le « retour des bailleurs »^[5] au Mozambique, après six années d'absence**. Acté par la conclusion d'un

programme FMI (Facilité élargie de crédit d'environ 450 M USD sur 2022-2025), celui-ci permet un afflux de financements externes concessionnels, notamment des dons, qui ont atteint plus de 4 % du PIB en 2022 et en 2023 (contre moins de 2 % en 2016-2021). *In fine*, les réformes mises en œuvre et le retour des bailleurs ont permis de diviser par près de deux le déficit budgétaire entre 2022 et 2023, passé de 5,2 % à 2,7 % du PIB. Même s'il devrait repartir légèrement à la hausse en 2024 du fait notamment de l'organisation de l'élection présidentielle, le solde se rapprocherait tendanciellement de l'équilibre, et un léger excédent est même projeté dès 2026 par le FMI.

Graphique 2 – Réformes et retour des bailleurs permettent un net repli du déficit budgétaire



Sources : FMI, calculs AFD

[2] Baisse des salaires de 20 à 30 % (quatre tranches inférieures exceptées), suppression du 13^e mois en 2022, non-remplacement de deux fonctionnaires sur trois (santé, éducation, justice, agriculture exceptées).

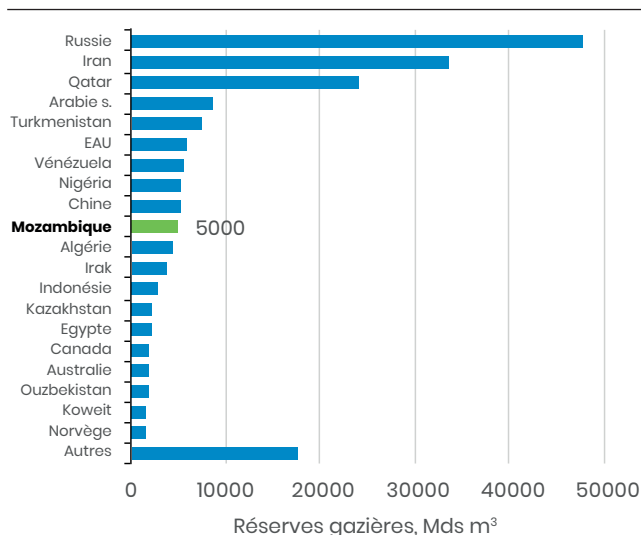
[3] Mécanisme suspendu d'août 2022 à mai 2023.

[4] Non-remplacement de deux fonctionnaires sur trois jusqu'en 2028, gel des salaires jusqu'en 2025 puis indexation à l'inflation, recalibrage de l'enveloppe liée au 13^e mois, gel des promotions jusqu'en 2026, processus de départ anticipé pour 25 000 fonctionnaires (total de 500 000), audit mené en vue d'éliminer les « employés fantômes » de l'administration.

[5] L'essentiel du soutien budgétaire des bailleurs a été suspendu entre 2016 et 2022 (hors pandémie), mais l'aide projet a été maintenue.

En parallèle de ces éléments budgétaires, l'économie pourrait changer de dimension à moyen terme en devenant un producteur majeur de gaz naturel. Entre 2010 et 2013, d'immenses gisements off-shore ont en effet été découverts au large de la province de Cabo Delgado (extrême nord). Avec 5000 Mds m³ d'actifs potentiels, **le Mozambique détiendrait les dixièmes réserves mondiales de gaz naturel** et pourrait rapidement devenir le troisième exportateur de gaz naturel liquéfié (GNL) de la planète (après le Qatar et l'Australie). L'extraction et la liquéfaction du gaz naturel se feraient *via* trois mégaprojets distincts : *Coral South FLNG* mené par la société Eni, *Mozambique LNG* mené par TotalEnergies et *Rovuma LNG* mené par ExxonMobil.

Graphique 3 – Le Mozambique détiendrait les dixièmes réserves mondiales de gaz naturel



Source : CIA, calculs AFD

Nécessitant un investissement total d'environ 60 Mds USD, **ces mégaprojets pourraient générer des retombées d'environ 300 Mds USD à l'horizon 2050, soit 15 fois le PIB actuel** (Banque mondiale). Les prévisions sont toutefois variables selon les hypothèses retenues, d'autant que les projets en cours pourraient connaître des extensions et que des mises aux enchères ont récemment eu lieu pour de nouveaux blocs. Outre une forte hausse du PIB, cette manne gazière permettrait de dégager de substantielles recettes budgétaires, l'État étant

amené à capter environ un tiers des retombées. De même, les exportations de GNL permettraient un rééquilibrage de la balance des paiements, avec notamment un compte courant (en déficit constant depuis 1977) amené à rapidement dégager un excédent.

Après cinq années de travaux, **la production de Coral South FLNG a été lancée en novembre 2022, mais Mozambique LNG et Rovuma LNG sont loin d'avoir entamé leur production**. Nettement plus conséquents, ces deux mégaprojets nécessitent le développement de trains de liquéfaction on-shore, contrairement à *Coral South FLNG* qui recourt à une plateforme flottante de liquéfaction de gaz. Or, les attaques de groupes islamistes au Cabo Delgado (environ 5000 morts, jusqu'à 800 000 déplacés internes) ont conduit à de nombreux retards depuis 2017. TotalEnergies a ainsi suspendu pour « force majeure » *Mozambique LNG* en avril 2021 et *Rovuma LNG* est en attente d'une décision finale d'investissement. Par conséquent, les lancements de ces deux mégaprojets ne devraient pas intervenir avant respectivement 2027 et 2029 selon le FMI.

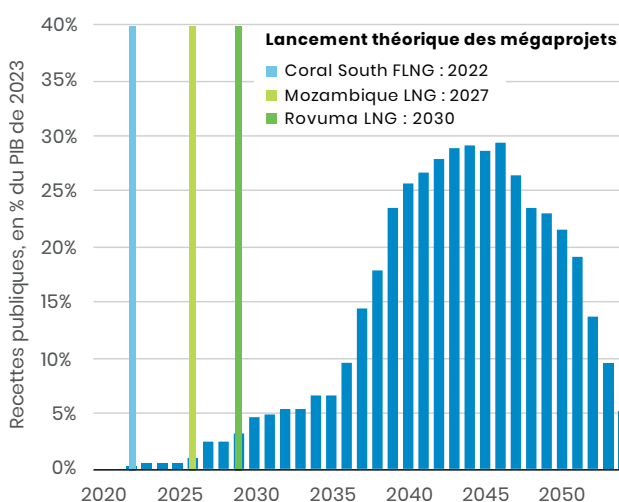
Dans la mesure où les engagements à la neutralité carbone impliquent une baisse rapide de la consommation mondiale d'hydrocarbures, **une dépendance accrue au gaz naturel constitue une vulnérabilité notable**. Il est toutefois probable que la demande mondiale en gaz naturel se maintienne à moyen terme, du moins lors d'une phase de transition. En outre, **le risque de retournement de la demande et des prix apparaît, théoriquement sous contrôle**, une large part de la production mozambicaine encore non extraite étant déjà vendue *via* des contrats de long terme (20 premières années de production de *Coral South FLNG*, 90 % de la production de *Mozambique LNG*).

3. Sur un chemin de crête, l'enjeu de la transformation du modèle de développement mozambicain

Alors que le Mozambique est confronté à des enjeux de développement considérables, l'arrivée d'une immense manne gazière constitue une opportunité historique pour transformer le modèle de croissance du pays. La voie vers un développement socioéconomique harmonieux apparaît toutefois semée d'embûches.

D'abord, **le risque de dérapage budgétaire demeure non-négligeable, au moins jusqu'à 2030.** Malgré les réformes et le soutien des bailleurs, le Mozambique reste l'un des pays les plus endettés d'Afrique subsaharienne. Avec une dette publique représentant 92 % du PIB fin 2023, il présente le quatrième ratio le plus élevé de la région (après le Cap-Vert, la Zambie et le Congo). Si, à terme, l'envolée des recettes liées à l'exploitation gazière devrait permettre un rééquilibrage budgétaire, les retombées demeureront marginales jusqu'en 2030 et n'augmenteront significativement qu'à l'horizon 2035 en raison de la lente montée en puissance de la production et de contrats prévoyant une période initiale de recouvrement des coûts pour les *majors*. Ainsi, **lors d'une longue phrase transitoire, le pays va devoir jongler avec un espace budgétaire réduit et des sources de financement très limitées** : bailleurs déjà fortement sollicités, endettement externe non concessionnel prohibé (termes du programme FMI) et emprunts locaux très coûteux. Dans ce contexte, la poursuite des réformes de consolidation et le maintien du soutien des bailleurs apparaissent impératifs, ce d'autant que le risque de choc sur l'économie et/ou de nouveau retard des mégaprojets ne peut être exclu. Au-delà et malgré d'impérieux besoins d'investissements, une large part de la manne sera dévolue à un fonds souverain. Si cette option vise à stabiliser le budget en cas de choc, générer des revenus post-exploitation gazière et assurer une gestion transparente de la manne, elle induit que 40 % des recettes gazières de l'État (puis 50 % après 15 ans) seront investis dans des actifs à l'étranger (et ne viendront donc pas alimenter directement le budget).

Graphique 4 – Les recettes tirées de l'exploitation gazière demeureront marginales avant 2030



Source : Ministère des Finances, FMI, calculs AFD

La transformation du modèle de développement ne pourra être assurée par le seul État mozambicain, déjà très endetté, et l'histoire économique récente atteste du fait qu'une activité reposant essentiellement sur les mégaprojets extractifs et industriels ne permet pas d'assurer une création suffisante d'emplois. Par conséquent, de premières mesures visant à stimuler l'activité hors matières premières et favoriser l'investissement ont été instaurées ces dernières années, notamment le *Pacote de Medidas de Aceleração Económica* mi 2022^[6]. Pour autant, **l'émergence d'un secteur privé formel dynamique est encore largement contrainte par un climat des affaires dégradé.** Les freins demeurent nombreux : manque criant d'infrastructures, défaillances du secteur bancaire (crédit au secteur privé de 18 % du PIB en 2023, contre 25 % en d'Afrique subsaharienne), récurrence des arriérés de l'État, forte centralisation des pouvoirs

[6] Ces mesures incluent notamment une baisse de la TVA d'un point, des exemptions de taxes pour plusieurs secteurs cibles (agriculture, transports, énergie), la création d'un fonds de garantie de 120 M USD pour les PME, une simplification des procédures de rapatriement des capitaux ou encore des exemptions de visa pour les hommes d'affaires et touristes.

et des richesses à Maputo, déficit de compétences locales, corruption endémique, enlèvements d'hommes d'affaires, etc. Plus globalement, **les perspectives de diversification de l'économie semblent limitées**. Dans la mesure où l'essentiel de la production gazière est à visée exportatrice, l'arrivée massive de devises devrait induire une forte appréciation de la monnaie locale et *in fine* une perte de compétitivité mécanique des activités non gazières. Alors que l'économie repose aujourd'hui quasi exclusivement sur l'exploitation de matières premières, les efforts visant à permettre l'essor de nouveaux secteurs risquent d'être rapidement mis à mal par ce phénomène de « maladie hollandaise ». Sauf à ce que l'utilisation de cette manne soit strictement encadrée, une dépendance accrue aux matières premières apparaît difficilement évitable, avec le risque d'une exposition des agrégats macroéconomiques aux cours internationaux encore plus importante qu'aujourd'hui.

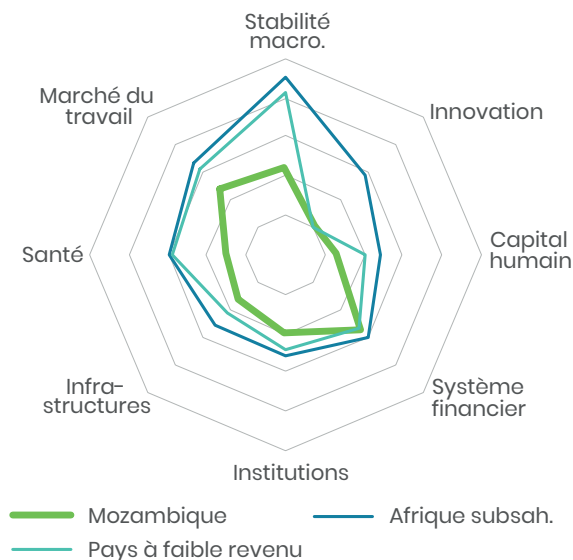
Enfin et malgré le volontarisme affiché, **la capacité des autorités à mettre en œuvre des réformes structurelles d'ampleur risque de se heurter à des questions d'économie politique**.

La nature foncièrement inégalitaire du modèle économique mozambicain, les liens ambigus entre sphère politique et monde des affaires, le passif de corruption du pays et un historique de conflits violents font en effet craindre une certaine captation de la rente par une minorité. Par conséquent, le risque d'un développement analogue à celui de l'Angola, du Congo ou du Nigeria — trois pays africains à revenus intermédiaires, extrêmement inégalitaires et dont les équilibres macroéconomiques sont surexposés au cours des hydrocarbures — ne peut être exclu.

Alors que des élections générales doivent se tenir à l'automne 2024 et que le président Filipe Nyusi ne peut se présenter pour un troisième mandat, **la transformation du modèle de développement mozambicain devra constituer le principal enjeu du nouveau président élu**.

La tâche est conséquente et le chemin pour y parvenir semé d'embûches, mais elle apparaît impérative. Remontant désormais à plus de dix ans, les découvertes gazières au Cabo Delgado ont en effet fait naître des espoirs et attentes immenses au sein d'une population jeune (les deux tiers à moins de 25 ans) et qui devrait encore doubler d'ici 2050.

Graphique 5 – Le climat des affaires mozambicain apparaît nettement dégradé



Source : Forum économique mondial, calculs AFD

Références bibliographiques

Auge, B., & Gazier, B. (2020). *Mozambique : le boom gazier n'aura pas lieu*. IFRI.

Frenoux, D. (2018). *Mozambique : la gouvernance des ressources naturelles entre « manne » et conflits*. *Afrique contemporaine* 2018/2 (N° 266).

International Monetary Fund. (2024). *Republic of Mozambique: Third Review Under the Three-Year Arrangement Under the Extended Credit Facility*.

Ministério da Economia e Finanças de Moçambique. (2015). *Revisão da Estratégia Nacional de Desenvolvimento Económico 2015-2035*.

Ministério da Economia e Finanças de Moçambique. (2016). *Receitas do Governo a partir de Projetos de Gás*.

World Bank. (2018). *Mozambique Poverty Assessment 2018*.

World Bank. (2019). *Mozambique: Economic Situation Review*.

World Bank. (2023). *Mozambique Country Climate and Development Report*.

Liste des graphiques

Tableau 1 : Indicateurs de développement humain mozambicains

Graphique 1 : L'agriculture et le secteur extractif sont les principaux moteurs de l'activité

Graphique 2 : Réformes et retour des bailleurs permettent un net repli du déficit budgétaire

Graphique 3 : Le Mozambique détiendrait les dixièmes réserves mondiales de gaz naturel

Graphique 4 : Les recettes tirées de l'exploitation gazière demeureraient marginales avant 2030

Graphique 5 : Le climat des affaires mozambicain apparaît nettement dégradé

Liste des acronymes et abréviations

FMI Fonds monétaire international

GNL Gaz naturel liquéfié

IDE Investissement direct à l'étranger

IDH Indice de développement humain

PFR Pays à faible revenu

PMA Pays les moins avancés

PPA Parité de pouvoir d'achat

WGI *Worldwide Governance Indicators*

Les Éditions Agence française de développement (AFD) publient des travaux d'évaluation et de recherche sur le développement durable. Réalisées avec de nombreux partenaires du Nord et du Sud, ces études contribuent à l'analyse des défis auxquels la planète est confrontée, afin de mieux comprendre, prévoir et agir, en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Avec un catalogue de plus de 1000 titres et 80 nouvelles œuvres publiées en moyenne chaque année, les Éditions Agence française de développement favorisent la diffusion des savoirs et des expertises, à travers leurs collections propres et des partenariats phares. Pour un monde en commun.

Avertissement

Les analyses et conclusions de ce document sont formulées sous la responsabilité de leur(s) auteur(s). Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue officiel de l'Agence française de développement ou des institutions partenaires.

Directeur de publication Rémy Rioux
Directeur de la rédaction Thomas Mélonio
Création graphique MeMo, Juliegilles, D. Cazeils
Conception et réalisation eDeo-design.com

Date de fin de rédaction : 01/07/24

Crédits et autorisations

Licence Creative Commons

Attribution – Pas de commercialisation – Pas de modification
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>



Dépôt légal 3^{ème} trimestre 2024

ISSN 2116-4363

Imprimé par le service de reprographie de l'AFD

Pour consulter les autres publications des Éditions Agence française de développement :
editions.afd.fr